

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 17 juin 1994, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise", a donné le 5 décembre 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 juni 1994 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een wetsontwerp "betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop", heeft op 5 december 1994 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

1. Comme l'exposé des motifs l'indique, la loi en projet tend à intégrer dans un texte législatif unique deux arrêtés royaux transposant dans l'ordre interne des directives européennes, en y ajoutant quelques dispositions autonomes.

L'exposé des motifs serait utilement complété par la présentation d'un tableau de correspondance entre le texte du projet et celui des directives, afin que les Chambres législatives puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens mis en oeuvre et éviter que l'exercice du droit d'amendement inscrit dans l'article 76 de la Constitution déborde les limites tracées par les textes à transposer.

Par ailleurs, la portée pratique et la ratio legis de chacune des dispositions du projet devraient être exprimées dans le commentaire des articles, sans que celui-ci soit limité au simple énoncé d'une référence au texte qui est à l'origine de la disposition commentée.

2. Le texte en projet confie au ministre des Finances le pouvoir d'arrêter de nombreuses mesures d'exécution. Conformément à l'article 108 de la Constitution, cette compétence appartient, en principe, au Roi et non au ministre, le Roi pouvant à son tour déléguer au ministre des pouvoirs de détail. Certes, les mesures d'exécution visées par le projet sont, en général, de détail, mais la rédaction

.../...

de certains articles ne fait pas apparaître cette restriction. Pour que ces délégations soient juridiquement admissibles, elles doivent être revues, afin qu'y apparaisse le caractère secondaire des mesures qui pourront être arrêtées par le ministre.

A titre d'exemples, on citera l'article 26, §§ 5 et 6, et l'article 34, alinéa 3, du projet.

Examen du projet.

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 3.

Il n'est pas recommandable d'inscrire dans la loi les règles formelles de détail inscrites au paragraphe 3, alinéa 2. Mieux vaut prévoir que "le Roi détermine les formalités à accomplir pour bénéficier de la suspension des droits en cas d'utilisation du document administratif unique".

Article 16.

1. L'article 16 du projet dispose comme suit en ses paragraphes 5 et 6 :

§ 5. Les informations communiquées sous quelque forme que ce soit en application du présent article ont un caractère confidentiel. Elles sont couvertes par le secret professionnel et bénéficient de la protection accordée à des informations de même nature par la législation nationale.

§ 6. Par dérogation au paragraphe 5, l'Administration permet que les informations fournies à la requête d'un autre Etat membre, soient utilisées à d'autres fins dans l'Etat membre de l'autorité requérante, si, selon la législation en vigueur dans le pays, l'information pouvait être utilisée dans le pays à des fins similaires".

Ces deux paragraphes ont pour objet de transposer dans l'ordre interne l'article 15bis, §§ 5 et 6, de la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, complétée par la

.../...

directive 92/108/CEE du Conseil du 14 décembre 1992, paragraphes qui se lisent comme suit :

"5. Les informations communiquées sous quelque forme que ce soit en application du présent article ont un caractère confidentiel. Elles sont couvertes par le secret professionnel et bénéficient de la protection accordée à des informations de même nature par la législation nationale de l'Etat membre qui les a reçues.

6. Par dérogation au paragraphe 5, l'autorité compétente de l'Etat membre qui fournit les informations en permet l'utilisation à d'autres fins dans l'Etat membre de l'autorité requérante, si, selon la législation de l'Etat membre de l'autorité requise, l'information pouvait être utilisée dans l'Etat membre de l'autorité requise à des fins similaires".

En vue de compléter la transposition et de clarifier la portée des dispositions législatives en projet, il est proposé de rédiger celles-ci comme suit, sans préjudice de l'observation de fond que les textes ainsi complétés et clarifiés appellent :

"§ 5. Les informations reçues par l'Administration sous quelque forme que ce soit en application du présent article ont un caractère confidentiel. Elles sont couvertes par le secret professionnel et bénéficient de la protection accordée par l'article 320 de la loi générale sur les douanes et accises. Elles sont utilisées dans le seul but d'identifier l'autorisation ou l'enregistrement de la personne et des lieux et, si la législation de l'Etat membre de l'autorité requise le permet, dans les cas et dans les limites autorisés à l'article 320 précité.

§ 6. Dans les mêmes cas et dans les mêmes limites, l'Administration permet que les informations fournies à la requête de l'autorité compétente d'un autre Etat

.../...

membre, soient utilisées dans un but autre que celui visé au paragraphe 3, si la législation dudit Etat membre le prévoit".

2. Ainsi rédigés, les textes laissent cependant ouverte la question de la détermination des "autres fins", des "fins similaires", visées par la directive, comme celle du caractère nécessaire des renseignements communicables en vertu de l'article 320 de la loi générale.

Invité à préciser le contenu de ces expressions, le fonctionnaire délégué a indiqué ce qui suit :

"Les termes "autres fins" figurant au § 6 ont une portée très large non définie à ma connaissance. A ce jour l'Administration n'a pas encore été confrontée à un cas d'application de l'espèce et, partant, à l'étendue de cette notion et aux limites éventuelles à lui apporter. En tout état de cause, l'Administration est persuadée que cette notion ne se limite pas aux seules finalités fiscales (contributions directes, TVA). Les informations pourraient éventuellement intéresser le Parquet ou d'autres départements (Affaires économiques, Environnement, Classes moyennes, etc.). Quoi qu'il en soit mon Administration n'envisage la communication des informations reçues à d'autres autorités belges que si elle en a reçu l'autorisation expresse de l'autorité de l'Etat membre qui les a fournies".

Il appartiendra au législateur d'apprécier si cette relative indétermination des finalités est encore admissible dans le contexte du projet de loi, puisque celui-ci étend considérablement le cercle des autorités habilitées à échanger certaines informations, par rapport au texte de

.../...

l'article 320 de la loi générale que l'article 16 du projet modifie implicitement (1). En tout cas, il est recommandable, du point de vue de la légistique, que l'article 320 soit revu pour qu'y soit exprimée cette extension.

A cette fin, l'article 320, alinéa 2, première phrase de la loi générale pourrait être complété comme suit, en son début :

"Sous réserve de l'application de l'article 16 de la loi du ... relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises, les fonctionnaires de ...".

Article 29.

L'alinéa 2 paraît énoncer une règle étrange, si l'on se réfère au commentaire qu'en donne l'exposé des motifs.

Selon les explications communiquées au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué,

"le texte s'inspire de l'article 236, 1, alinéa 3, du règlement CEE n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le Code des douanes communautaires et dont le texte est ainsi libellé :

(1) Voyez Cass., 23 avril 1993 (deux arrêts), J.D.F., 1994, pp. 81-95 et la note M. BALTUS.

"Aucun remboursement ni remise n'est accordé, lorsque les faits ayant conduit au paiement ou à la prise en compte d'un montant qui n'était pas légalement dû résultent d'une manoeuvre de l'intéressé".

Par "manoeuvre", il y a lieu de comprendre, en l'espèce, l'acquittement de propos délibéré par l'intéressé, d'un montant d'accise qui n'était pas légalement dû.

Enfin, les droits d'accise peuvent être payés au comptant ou, aux conditions de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1992 accordant des délais pour le paiement de l'accise, être portés en compte dans la comptabilité du receveur jusqu'au jour de l'échéance".

Il a paru utile au Conseil d'Etat de reproduire ces explications qui éclairent la portée du texte un peu mieux que ne le fait l'exposé des motifs.

Article 31.

Conformément à l'usage, il conviendrait de mentionner la date et l'intitulé du règlement auquel il est fait référence dans le paragraphe 1er, alinéa 1er.

Article 40.

Le procédé utilisé dans le projet de loi relative au régime fiscal des tabacs manufacturés examiné sous le n° 23.477/2 paraît préférable.

.../...

En tout état de cause, il n'y a lieu ni de confirmer ni d'abroger des textes modificatifs, mais bien de confirmer et d'abroger les textes originels, modifiés par lesdits textes modificatifs.

Il n'y a pas lieu non plus d'exclure de la confirmation l'article 30 de l'arrêté royal du 29 décembre 1992, car les modifications qui y figurent ont été intégrées dans les arrêtés royaux qui sont visés dans cet article.

Les textes suivants sont, dès lors, proposés :

"Art. 40. L'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, est confirmé pour la période pendant laquelle il a été en vigueur.

Art. 41. L'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, est abrogé".

Observations finales.

1. La division des articles en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un seul alinéa (articles 1er, 2, 6, 9, 11, ...).

.../...

2. La division d'un article se fait en 1^o, 2^o, 3^o, ..., ces divisions étant elles-mêmes subdivisées en a), b), c), ... (articles 2, 3, 5, 6, 9, 11, 13, ...).

3. Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A ce sujet, il est renvoyé à l'observation qui est faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerkingen.

1. Zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld, beoogt het wetsontwerp twee koninklijk besluiten die Europese richtlijnen in de interne rechtsorde hebben omgezet in één wettekst op te nemen, met dien verstande dat die wettekst wordt aangevuld met enige zelfstandige bepalingen.

Het zou nuttig zijn de memorie van toelichting aan te vullen met een tabel die voor elke bepaling van het ontwerp de overeenkomstige bepalingen van de richtlijnen aangeeft, opdat de Wetgevende Kamers zich met kennis van zaken kunnen uitspreken over de keuze van de aangewende middelen en voorkomen dat de uitoefening van het recht op amendering, dat is neergelegd in artikel 76 van de Grondwet, de grenzen bepaald bij de om te zetten teksten overschrijdt.

Bovendien zouden de praktische betekenis en de ratio legis van elk van de bepalingen van het ontwerp moeten worden weergegeven in de commentaar bij de artikelen, zonder dat deze wordt beperkt tot het loutere verwijzen naar de tekst die aan de basis ligt van de bepalingen die van commentaar wordt voorzien.

2. De ontworpen tekst draagt aan de minister van Financiën de bevoegdheid op om talrijke uitvoeringsmaatregelen vast te stellen. Overeenkomstig artikel 108 van de Grondwet komt die bevoegdheid in beginsel de Koning toe en niet de minister, waarbij de Koning op zijn beurt

.../...

bevoegdheden inzake detailkwesties kan opdragen aan de minister. De uitvoeringsmaatregelen waarvan sprake in het ontwerp betreffen weliswaar over het algemeen detailkwesties, maar uit de redactie van bepaalde artikelen doet die beperking niet duidelijk tot uiting. Willen die delegaties juridisch aanvaardbaar zijn, moeten zij worden herzien opdat eruit blijkt dat de maatregelen die de minister zal kunnen nemen van ondergeschikt belang zijn.

Bij wijze van voorbeeld kunnen de ontworpen artikelen 26, §§ 5 en 6, en artikel 34, derde lid, van het ontwerp worden vermeld.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Men schrijve : "Ontwerp van wet" in plaats van "Wetsontwerp".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men : "De bijzondere bepalingen ... van de accijnzen vormen specifieke wetsbepalingen".

.../...

Artikel 3.

Het verdient geen aanbeveling om in de wet de formele detailvoorschriften van paragraaf 3, tweede lid, op te nemen. Het is beter voor te schrijven dat "de Koning de formaliteiten bepaalt die moeten worden vervuld om schorsing van de accijns te genieten bij gebruik van het enig document".

Artikel 16.

1. Artikel 16, paragrafen 5 en 6, van het ontwerp bepaalt :

"§ 5. De in welke vorm dan ook krachtens dit artikel meegedeelde informatie is van vertrouwelijke aard. Zij valt onder het beroepsgeheim en geniet de bescherming die overeenkomstig het nationale recht voor soortgelijke informatie geldt.

§ 6. In afwijking van paragraaf 5, is het toegestaan dat de op verzoek van een andere lidstaat door de Administratie verstrekte inlichtingen in die lidstaat voor andere doeleinden worden aangewend, voor zover de informatie krachtens de hier te lande geldende wetgeving te lande zou kunnen worden aangewend voor soortgelijke doeleinden".

Die beide paragrafen strekken tot omzetting, in de interne rechtsorde, van het als volgt luidende artikel 15bis, leden 5 en 6, van richtlijn 92/12/EEG van de Raad van 25 februari 1992 betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, aangevuld bij richt-

.../...

lijn 92/108/EEG van de Raad van 14 december 1992, welke leden aldus luiden :

"5. De in welke vorm dan ook krachtens dit artikel meegedeelde informatie is van vertrouwelijke aard. Zij valt onder het beroepsgeheim en geniet de bescherming die overeenkomstig het nationale recht van de ontvangende Lid-Staat voor soortgelijke informatie geldt.

6. In afwijking van lid 5 staat de bevoegde autoriteit van de Lid-Staat die de informatie verstrekt toe dat deze in de Lid-Staat van de verzoekende autoriteit voor andere doeleinden wordt gebruikt, indien, overeenkomstig de wetgeving van de Lid-Staat van de aangezochte autoriteit, de informatie in laatstgenoemde Lid-Staat voor soortgelijke doeleinden gebruikt kan worden".

Om de omzetting te vervolledigen en de draagwijdte van de ontworpen wetsbepalingen te verduidelijken, wordt voorgesteld ze als volgt te stellen, onverminderd de inhoudelijke opmerking die over de aldus aangevulde en verduidelijkte teksten moet worden gemaakt :

"§ 5. De in welke vorm dan ook krachtens dit artikel verkregen informatie is van vertrouwelijke aard. Zij valt onder het beroepsgeheim en geniet de bescherming die wordt geboden door artikel 320 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Zij wordt uitsluitend gebruikt om na te gaan of de personen en plaatsen erkend of geregistreerd zijn en of zulks overeenkomstig de wetgeving van de Lid-Staat van de aangezochte autoriteit mogelijk is, in de gevallen en binnen de perken waarvoor in het voormelde artikel 320 machtiging wordt verleend.

§ 6. In dezelfde gevallen en binnen dezelfde perken staat de Administratie toe dat informatie meegedeeld op verzoek van de bevoegde autoriteit van een andere Lid-Staat wordt gebruikt met een ander doel dan datgene dat is omschreven in paragraaf 3, indien de wetgeving van die Lid-Staat daarin voorziet".

.../...

2. Aldus gesteld bieden die paragrafen echter geen antwoord op de vraag hoe "de andere doeleinden" en "de soortgelijke doeleinden" moeten worden bepaald waarvan sprake is in de richtlijn; evenmin op de vraag hoe de noodzakelijkheid van de inlichtingen die krachtens artikel 320 van de algemene wet mogen worden verstrekt, dient te worden vastgesteld.

Toen de gemachtigde ambtenaar gevraagd is de inhoud van die uitdrukkingen te verduidelijken, heeft hij het volgende geantwoord :

"Les termes "autres fins" figurant au § 6 ont une portée très large non définie à ma connaissance. A ce jour l'Administration n'a pas encore été confrontée à un cas d'application de l'espèce et, partant, à l'étendue de cette notion et aux limites éventuelles à lui apporter. En tout état de cause, l'Administration est persuadée que cette notion ne se limite pas aux seules finalités fiscales (contributions directes, TVA). Les informations pourraient éventuellement intéresser le Parquet ou d'autres départements (Affaires économiques, Environnement, Classes moyennes, etc.). Quoi qu'il en soit mon Administration n'envisage la communication des informations reçues à d'autres autorités belges que si elle en a reçu l'autorisation expresse de l'autorité de l'Etat membre qui les a fournies".

Het staat aan de wetgever om te oordelen of het in de context van het ontwerp van wet aanvaardbaar is dat de doeleinden nog relatief onbepaald blijven, aangezien dat ontwerp de groep van autoriteiten die sommige informatie mogen uitwisselen aanzienlijk verruimt ten opzichte van de

tekst van artikel 320 van de algemene wet, dat door artikel 16 van het ontwerp impliciet wordt gewijzigd (1). In ieder geval is het uit het oogpunt van de wetgevingstechniek aan te bevelen artikel 320 te herzien om die verruiming daarin tot uitdrukking te laten komen.

Daartoe zou het begin van de eerste volzin van artikel 320, tweede lid, van de algemene wet als volgt kunnen luiden :

"Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 16 van de wet van ... betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, oefenen de ambtenaren der douane en accijnzen hun ambt uit ...".

Artikel 29.

Het tweede lid lijkt een bevreemdende regel te geven als men zich baseert op de commentaar die daarop in de memorie van toelichting wordt gegeven.

De gemachtigde ambtenaar heeft aan de Raad van State het volgende meegedeeld :

"le texte s'inspire de l'article 236, 1, alinéa 3, du règlement CEE n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le Code des douanes communautaires et dont le texte est ainsi libellé :

(1) Zie Cass., 23 april 1993 (twee arresten), J.D.F., 1994, blz. 81-85 en noot van M. BALTUS.

"Aucun remboursement ni remise n'est accordé, lorsque les faits ayant conduit au paiement ou à la prise en compte d'un montant qui n'était pas légalement dû résultent d'une manoeuvre de l'intéressé".

Par "manoeuvre", il y a lieu de comprendre, en l'espèce, l'acquiescement de propos délibéré par l'intéressé, d'un montant d'accise qui n'était pas légalement dû.

Enfin, les droits d'accise peuvent être payés au comptant ou, aux conditions de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1992 accordant des délais pour le paiement de l'accise, être portés en compte dans la comptabilité du receveur jusqu'au jour de l'échéance".

De Raad van State heeft het nuttig geacht deze uitleg over te nemen, die over de draagwijdte van de tekst iets meer klaarheid brengt dan de memorie van toelichting.

Artikel 31.

Zoals gebruikelijk is zouden de datum en het opschrift moeten worden vermeld van de verordening waarnaar in paragraaf 1, eerste lid, wordt verwezen.

Artikel 40.

Het procédé dat wordt gebruikt in het ontwerp van wet betreffende het accijnsstelsel van gefabriceerde tabak, dat onder nummer 23.477/2 onderzocht is, lijkt de voorkeur te verdienen.

.../...

In ieder geval is er geen grond om wijzigings-teksten te bekrachtigen en op te heffen, maar wel om de oorspronkelijke teksten, gewijzigd bij die wijzigings-teksten, te bekrachtigen en op te heffen.

Er is evenmin grond om artikel 30 van het koninklijk besluit van 29 december 1992 buiten de bekrachtiging te houden, aangezien de wijzigingen die daaruit voorkomen opgenomen zijn in de koninklijke besluiten waarnaar in dat artikel verwezen wordt.

De volgende teksten worden dan ook voorgesteld :

"Art. 40. Het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, wordt bekrachtigd voor de periode waarin het van kracht is geweest.

Art. 41. Het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, wordt opgeheven".

Slotopmerkingen.

1. Er is geen reden om de artikelen in paragrafen in te delen als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat (artikelen 1, 2, 6, 9, 11,).

.../...

2. Een artikel wordt onderverdeeld in 1º, 2º, 3º, ..., waarbij die verdelingen zelf kunnen worden onderverdeeld in a), b), c), ... (artikelen 2, 3, 5, 6, 9, 11, 13, ...).

3. De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Hij bevat namelijk talrijke gallicismen, ongebruikelijke of onnederlandse wendingen en woorden, onbestaande meervoudsvormen, enz.

Hieronder worden de volgende voorbeelden gegeven.

1. Gallicismen

"genomen uitvoeringsbepalingen" in plaats van "vastgestelde uitvoeringsbepalingen (art. 3);

"Worden geacht zich ... te bevinden" in plaats van "Geacht worden zich ..." (art. 3, § 3, inleidende zin);

"De voorwaarden zijn deze van kracht ..." in plaats van "... zijn die van kracht ..." (art. 5, eerste lid, tweede zin);

"de in het spel zijnde accijns" in plaats van de in het geding zijnde" (art. 13, tweede streepje, art. 17, § 3, a) en art. 37, eerste lid);

.../...

"in last genomen" in plaats van "opgenomen" (art. 14, § 4);

"de accijns van de produkten" in plaats van "de accijns op ..." (art. 17, § 3, b), art. 36, § 4);

"een vergunning werd afgeleverd" in plaats van "is afgegeven" (art. 20, § 1)

"gaat de Administratie over tot teruggaaf van de accijns" in plaats van "geeft ... de accijns terug" (art. 26, §§ 3 en 4, art. 27, §§ 1 en 2, art. 29);

"Zijn vrijgesteld van" in plaats van "Vrijgesteld zijn van" (art. 30);

"onder één van de vormen" in plaats van "in één van de vormen";

"in hoofde van" in plaats van "ten aanzien van".

2. Ongebruikelijke of onnederlandse wendingen en woorden.

"van herkomst uit" in plaats van "herkomstig uit" (art. 3, § 2);

"wordt beschouwd als voor commerciële doeleinden" in plaats van "wordt geacht voor handelsdoeleinden te zijn geschied" (art. 9, § 3);

.../...

"nochtans kan de accijns moeten worden betaald" in plaats van "... de accijns verschuldigd zijn ..." (art. 11, § 2);

"de erkend entrepothouder" in plaats van "de erkende entrepothouder" (art. 18);

"de aanvragen ... ingereikt" in plaats van "de aanvragen ... ingediend" (art. 19, § 1 en art. 27, § 2);

3. Onbestaande meervoudsvorm

"Bij opneming vastgestelde tevelen". Het woord "teveel" heeft geen meervoudsvorm.

De Nederlandse tekst zou bijgevolg grondig moeten worden herzien.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

P. TAPIE,

premier président,
eerste voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.